

C-435

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-435

An Act to amend the Civil Marriage Act (divorce and corollary relief)

FIRST READING, JUNE 15, 2012

NOTE

2nd Session, 41st Parliament

This bill was introduced during the First Session of the 41st Parliament. Pursuant to the Standing Orders of the House of Commons, it is deemed to have been considered and approved at all stages completed at the time of prorogation of the First Session. The number of the bill remains unchanged.

MR. GARRISON

C-435

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-435

Loi modifiant la Loi sur le mariage civil (divorce et mesures accessoires)

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2012

NOTE

2^e session, 41^e législature

Le présent projet de loi a été présenté lors de la première session de la 41^e législature. Conformément aux dispositions du Règlement de la Chambre des communes, il est réputé avoir été examiné et approuvé à toutes les étapes franchies avant la prorogation de la première session. Le numéro du projet de loi demeure le même.

M. GARRISON

SUMMARY

This enactment amends the *Civil Marriage Act* in order to provide that all marriages performed in Canada between non-residents, whether they are of the same sex or of the opposite sex, that would be valid in Canada if the spouses were domiciled in Canada are valid for the purposes of Canadian law even if one or both of the non-residents do not, at the time of the marriage, have the capacity to enter into it under the law of their respective state of domicile. It also establishes a new divorce process that allows a Canadian court to grant a divorce and corollary relief to non-resident spouses who reside in a state where a divorce cannot be granted to them because that state does not recognize the validity of their marriage.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le mariage civil* afin de prévoir que tous les mariages célébrés au Canada entre non-résidents, qu'ils soient de même sexe ou de sexe opposé, et qui seraient valides au Canada si les époux y avaient leur domicile sont valides pour l'application du droit canadien, même si les non-résidents ou l'un deux n'ont pas, au moment du mariage, la capacité de le contracter en vertu du droit de l'État de leur domicile respectif. Il établit également une nouvelle procédure de divorce qui permet aux tribunaux canadiens d'accorder le divorce et des mesures accessoires aux époux non-résidents qui résident dans un État où le divorce ne peut leur être accordé parce que la validité de leur mariage n'y est pas reconnue.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-435

PROJET DE LOI C-435

An Act to amend the Civil Marriage Act
(divorce and corollary relief)

Loi modifiant la Loi sur le mariage civil
(divorce et mesures accessoires)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Civil
Marriage of Non-residents Act*.

5

1. *Loi sur le mariage civil de non-résidents.*

Titre abrégé

2005, c. 33

CIVIL MARRIAGE ACT

LOI SUR LE MARIAGE CIVIL

2005, ch. 33

2. **The *Civil Marriage Act* is amended by
adding the following after section 1:**

2. **La *Loi sur le mariage civil* est modifiée 5
par adjonction, après l'article 1, de ce qui
suit :**

PART 1 MARRIAGE

PARTIE 1 MARIAGE

3. **Section 5 of the Act and the headings
before it are replaced by the following:**

3. **L'article 5 de la même loi et les 10
intertitres le précédant sont remplacés par
ce qui suit :**

Marriage of non-
resident persons

5. (1) A marriage that is performed in 10
Canada and that would be valid in Canada if
the spouses were domiciled in Canada is valid
for the purposes of Canadian law even though
either or both of the spouses do not, at the time
of the marriage, have the capacity to enter into it 15
under the law of their respective state of
domicile.

5. (1) Le mariage célébré au Canada qui 15
serait valide au Canada si les époux y avaient
leur domicile est valide pour l'application du
droit canadien même si les époux ou l'un d'eux
n'ont pas, au moment du mariage, la capacité de
le contracter en vertu du droit de l'État de leur
domicile respectif.

Mariage de
personnes non-
résidentes

Retroactivity

(2) Subsection (1) applies retroactively to a
marriage that would have been valid under the 20
law that was applicable in the province where
the marriage was performed but for the lack of

(2) Le paragraphe (1) s'applique rétroactive-
ment à tout mariage qui aurait été valide en 20
vertu du droit applicable dans la province où il a
été célébré n'eût été l'absence de capacité des
époux ou de l'un d'eux de le contracter en vertu
du droit de l'État de leur domicile respectif.

Rétroactivité

Order dissolving marriage	capacity of either or both of the spouses to enter into it under the law of their respective state of domicile.		
	(3) Any court order, made in Canada or elsewhere before the coming into force of this subsection, that declares the marriage to be null and void or that grants a divorce to the spouses dissolves the marriage, for the purposes of Canadian law, as of the day on which the order takes effect.	(3) Toute ordonnance d'un tribunal rendue au Canada ou à l'étranger avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et annulant le mariage ou accordant le divorce aux époux dissout le mariage, pour l'application du droit canadien, à compter de la date de sa prise d'effet.	Ordonnances de dissolution
	4. The heading before section 6 and sections 6 to 15 of the Act are replaced by the following:	4. L'intertitre précédant l'article 6 et les articles 6 à 15 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
Definition of "court"	<p style="text-align: center;">PART 2</p> <p style="text-align: center;">DISSOLUTION OF MARRIAGE FOR NON-RESIDENT SPOUSES</p> <p>6. In this Part, "court", in respect of a province, means</p> <p>(a) for Ontario, the Superior Court of Justice;</p> <p>(b) for Quebec, the Superior Court;</p> <p>(c) for Nova Scotia and British Columbia, the Supreme Court of the province;</p> <p>(d) for New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench for the province;</p> <p>(e) for Prince Edward Island and Newfoundland and Labrador, the trial division of the Supreme Court of the province; and</p> <p>(f) for Yukon and the Northwest Territories, the Supreme Court, and in Nunavut, the Nunavut Court of Justice.</p>	<p style="text-align: center;">PARTIE 2</p> <p style="text-align: center;">DISSOLUTION DU MARIAGE DES ÉPOUX NON-RÉSIDENTS</p> <p>6. Dans la présente partie, «tribunal» s'entend, dans le cas d'une province, de l'un des tribunaux suivants :</p> <p>a) la Cour supérieure de justice de l'Ontario;</p> <p>b) la Cour supérieure du Québec;</p> <p>c) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse ou de la Colombie-Britannique;</p> <p>d) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan ou de l'Alberta;</p> <p>e) la Section de première instance de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve-et-Labrador;</p> <p>f) la Cour suprême du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest ou la Cour de justice du Nunavut.</p>	Définition de «tribunal»
	It also means any other court in the province whose judges are appointed by the Governor General and that is designated by the Lieutenant Governor in Council of the province as a court for the purposes of this Part.	Est visé par la présente définition tout autre tribunal d'une province qui est composé de juges nommés par le gouverneur général et qui est désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province comme tribunal pour l'application de la présente partie.	
Divorce — non-resident spouses	7. (1) The court of the province where the marriage was performed may, on application, grant the spouses a divorce if	7. (1) Le tribunal de la province où les époux se sont mariés peut, sur demande, leur accorder le divorce si les conditions suivantes sont réunies :	Divorce — époux non-résidents du Canada

	<p>(a) there has been a breakdown of the marriage as established by the spouses having lived separate and apart for at least one year before the making of the application;</p> <p>(b) neither spouse resides in Canada at the time the application is made; and</p> <p>(c) each of the spouses is residing — and for at least one year immediately before the application is made, has resided — in a state where a divorce cannot be granted because that state does not recognize the validity of the marriage.</p>	<p>a) il y a échec du mariage comme l'établit le fait que les époux ont vécu séparément pendant au moins un an avant la présentation de la demande;</p> <p>b) au moment de la demande, aucun des époux ne réside au Canada;</p> <p>c) chacun des époux réside — et, pendant au moins un an avant la présentation de la demande, a résidé — dans un État où le divorce ne peut être accordé parce que la validité du mariage n'y est pas reconnue.</p>	
Application	<p>(2) The application may be made by both spouses jointly or by one of the spouses with the other spouse's consent or, in the absence of that consent, on presentation of an order from the court of a province or a court located in the state where one of the spouses resides that declares that the other spouse</p>	<p>(2) La demande peut être présentée par les deux époux conjointement ou par l'un d'eux avec le consentement de l'autre ou, à défaut de consentement, sur présentation d'une ordonnance d'un tribunal d'une province ou de l'État où l'un d'eux réside qui déclare que l'autre époux :</p>	Demande
	<p>(a) is incapable of making decisions about his or her civil status because of a mental disability;</p> <p>(b) is unreasonably withholding consent; or</p> <p>(c) cannot be found.</p>	<p>a) soit est incapable de prendre des décisions concernant son état civil en raison d'une incapacité mentale;</p> <p>b) soit refuse son consentement sans motif valable;</p> <p>c) soit est introuvable.</p>	
Exception if spouse is found	<p>(3) Despite paragraph (2)(c), the other spouse's consent is required if that spouse is found in connection with the service of the application.</p>	<p>(3) Malgré l'alinéa (2)c), le consentement de l'autre époux est requis si ce dernier a été trouvé dans le cadre de la signification de la demande.</p>	Exception — époux retrouvé
Corollary relief—orders	<p>8. (1) If a divorce has been granted under section 7, the court of the province where the marriage was performed may, on application, make an order in respect of child custody, child support or spousal support if the courts located in the state or states where the former spouses reside decline to make such an order.</p>	<p>8. (1) Si le divorce est accordé au titre de l'article 7, le tribunal de la province où les époux se sont mariés peut, sur demande, rendre une ordonnance relative à la garde des enfants ou une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant ou d'un époux si les tribunaux de l'État ou des États où habitent les ex-époux refusent de rendre une telle ordonnance.</p>	Mesures accessoires — ordonnances
<i>Divorce Act</i>	<p>(2) Sections 15 to 17 and 20 to 24 of the <i>Divorce Act</i> apply, with such modifications as are necessary, to an application made under subsection (1).</p>	<p>(2) Les articles 15 à 17 et 20 à 24 de la <i>Loi sur le divorce</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux demandes présentées au titre du paragraphe (1).</p>	<i>Loi sur le divorce</i>
Variation order by affidavit, etc.	<p>(3) If both former spouses consent, a court of competent jurisdiction may, in accordance with any applicable rules of the court, make a variation order pursuant to subsection 17(1) of the <i>Divorce Act</i> on the basis of the submissions</p>	<p>(3) Si les ex-époux s'entendent pour procéder ainsi, le tribunal compétent peut, conformément à celles de ses règles de pratique et de procédure qui sont applicables en l'occurrence, rendre, en vertu du paragraphe 17(1) de la <i>Loi</i></p>	Ordonnance modificative par affidavit, etc.

	of the former spouses, whether presented orally before the court or by means of affidavits or any means of telecommunication.	<i>sur le divorce</i> , une ordonnance fondée sur les prétentions de chacun des ex-époux exposées soit devant le tribunal, soit par affidavit, soit par tout moyen de télécommunication.	
Effective date generally	9. (1) A divorce takes effect on the day on which the judgment granting the divorce is rendered.	9. (1) Le divorce prend effet à la date où le jugement qui l'accorde est prononcé.	5 Prise d'effet du divorce
Certificate of divorce	(2) After a divorce takes effect, the court must, on request, issue to any person a certificate that a divorce granted under this Act dissolved the marriage of the specified persons effective as of a specified date.	(2) Après la prise d'effet du divorce, le tribunal doit, sur demande, délivrer à quiconque un certificat attestant que le divorce prononcé en application de la présente loi a dissous le mariage des personnes visées à la date indiquée.	Certificat de divorce
Conclusive proof	(3) The certificate, or a certified copy of it, is conclusive proof of the facts so certified without proof of the signature or authority of the person appearing to have signed the certificate.	(3) Le certificat ou une copie certifiée conforme fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Preuve concluante
Legal effect throughout Canada	10. On taking effect, a divorce granted under this Act has legal effect throughout Canada.	10. À sa prise d'effet, le divorce accordé en application de la présente loi est valide dans tout le Canada.	Validité du divorce dans tout le Canada
Marriage dissolved	11. On taking effect, a divorce granted under this Act dissolves the marriage of the spouses.	11. À sa prise d'effet, le divorce accordé en application de la présente loi dissout le mariage des époux.	Effet du divorce
Definition of "competent authority"	12. (1) In this section, "competent authority", in respect of a court in a province, means the body, person or group of persons ordinarily competent under the laws of that province to make rules regulating the practice and procedure in that court.	12. (1) Au présent article, « autorité compétente » s'entend, dans le cas du tribunal d'une province, des organismes, personnes ou groupes de personnes habituellement compétents, en vertu des lois de la province, pour établir les règles de pratique et de procédure de ce tribunal.	Définition de « autorité compétente »
Rules	(2) Subject to subsection (3), the competent authority may make rules applicable to any applications made under this Part in a court in a province, including rules (a) regulating the practice and procedure in the court; (b) respecting the conduct and disposition of any applications that are made under this Part without an oral hearing; (c) prescribing and regulating the duties of the officers of the court; and (d) prescribing and regulating any other matter considered expedient to attain the ends of justice and carry into effect the purposes and provisions of this Part.	(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'autorité compétente peut établir les règles applicables aux demandes présentées au titre de la présente partie devant le tribunal, notamment en ce qui concerne : a) la pratique et la procédure devant ce tribunal; b) l'instruction et le règlement des demandes visées par la présente partie sans qu'il soit nécessaire aux parties de présenter leurs éléments de preuve et leur argumentation verbalement; c) les attributions des fonctionnaires du tribunal;	Règles

Exercise of power	(3) The power of a competent authority to make rules for a court must be exercised in the like manner and subject to the like terms and conditions, if any, as the power to make rules for that court that are conferred on that authority by the laws of the province.	d) toute autre mesure jugée opportune aux fins de la justice et pour l'application de la présente partie.	5 Mode d'exercice du pouvoir
Not statutory instruments	(4) Rules that are made under this section by a competent authority that is not a judicial or quasi-judicial body are deemed not to be statutory instruments within the meaning and for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(3) Le pouvoir d'une autorité compétente d'établir des règles pour un tribunal s'exerce selon les mêmes modalités et conditions que le pouvoir conféré à cet égard par les lois provinciales.	5 Règles et textes réglementaires
Regulations	13. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part, including regulations providing for uniformity in the rules made under section 12.	(4) Les règles établies en vertu du présent article par une autorité compétente qui n'est ni un organisme judiciaire ni un organisme quasi judiciaire sont réputées ne pas être des textes réglementaires au sens et pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	15 Règlements
Regulations prevail	(2) Any regulations that are made to provide for uniformity in the rules prevail over those rules.	13. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente partie, notamment en vue d'assurer l'uniformité des règles établies en vertu de l'article 12.	20 Primauté des règlements

COORDINATING AMENDMENT

Bill C-32

5. If Bill C-32, introduced in the 1st session of the 41st Parliament and entitled the *Civil Marriage of Non-residents Act*, receives royal assent, then, on the first day on which both section 4 of that Act and section 4 of this Act are in force, section 8 of the *Civil Marriage Act* is replaced by the following:

Corollary relief—orders

8. (1) If a divorce has been granted under section 7, the court of the province where the marriage was performed may, on application, make an order in respect of child custody, child support or spousal support if the courts located in the state or states where the former spouses reside decline to make such an order.

Divorce Act

(2) Sections 15 to 17 and 20 to 24 of the *Divorce Act* apply, with such modifications as are necessary, to an application made under subsection (1).

DISPOSITION DE COORDINATION

5. En cas de sanction du projet de loi C-32, déposé au cours de la 1^{re} session de la 41^e législature et intitulé *Loi sur le mariage civil de non-résidents*, dès le premier jour où l'article 4 de cette loi et l'article 4 de la présente loi sont tous deux en vigueur, l'article 8 de la *Loi sur le mariage civil* est remplacé par ce qui suit :

8. (1) Si le divorce est accordé au titre de l'article 7, le tribunal de la province où les époux se sont mariés peut, sur demande, rendre une ordonnance relative à la garde des enfants ou une ordonnance alimentaire au profit d'un enfant ou d'un époux si les tribunaux de l'État ou des États où habitent les ex-époux refusent de rendre une telle ordonnance.

(2) Les articles 15 à 17 et 20 à 24 de la *Loi sur le divorce* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux demandes présentées au titre du paragraphe (1).

Projet de loi C-32

Mesures accessoires — ordonnances

Loi sur le divorce

Variation order
by affidavit, etc.

(3) If both former spouses consent, a court of competent jurisdiction may, in accordance with any applicable rules of the court, make a variation order pursuant to subsection 17(1) of the *Divorce Act* on the basis of the submissions of the former spouses, whether presented orally before the court or by means of affidavits or any means of telecommunication.

(3) Si les ex-époux s'entendent pour procéder ainsi, le tribunal compétent peut, conformément à celles de ses règles de pratique et de procédure qui sont applicables en l'occurrence, rendre, en vertu du paragraphe 17(1) de la *Loi sur le divorce*, une ordonnance fondée sur les prétentions de chacun des ex-époux exposées soit devant le tribunal, soit par affidavit, soit par tout moyen de télécommunication.

Ordonnance
modificative par
affidavit, etc.